Sortir de l'*opting out* franco-allemand

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/312>

DOI : 10.4000/rea.312

ISBN : 978-2-8218-0838-6

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2005

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Sortir de l'*opting out* franco-allemand », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 71 | mai 2005, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/312> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.312>

Sortir de l'opting out franco-allemand

Après le ralentissement conjoncturel du dernier trimestre 2004, les perspectives d'une amélioration durable de la situation économique allemande demeurent incertaines. Elles restent largement tributaires de la montée du prix du pétrole. L'excellente tenue des exportations et la reprise de la production industrielle ne parviennent pas à dissiper le pessimisme ambiant. Bien que purement statistique, le gonflement des chiffres du chômage exacerbe l'inquiétude d'une opinion plus que jamais tenue en alerte par les réductions d'effectifs et les délocalisations.

Les responsables politiques ont tout d'abord réagi par l'annonce de nouvelles mesures de défense de l'emploi, au risque de brouiller en quelques semaines le climat de confiance qu'ils avaient patiemment construit sur le moyen terme autour d'un programme de réformes courageux. Puis, à l'approche des échéances électorales, ils s'installent progressivement dans l'immobilisme, enclenchant même la marche arrière sur les points sensibles de l'indemnisation du chômage ou de la réduction des déficits. La politique économique allemande perd à nouveau son cap et sa crédibilité.

Plus grave est cependant le fait que, par cette attitude de repli, le gouvernement et les responsables politiques allemands participent eux aussi, même si c'est à un degré moindre que la menace du « non » français, au vent de tourmente qui souffle sur l'Union européenne. Après avoir finalement réussi, avec le soutien du gouvernement français, à obtenir l'assouplissement du Pacte de stabilité, voici maintenant l'Allemagne qui, volant au secours de son partenaire, dit vouloir réviser ses positions sur la directive « Services » et faire prévaloir la logique du pays d'accueil sur celle du pays d'origine. L'analyse approfondie que nous faisons dans ce numéro des termes du débat allemand sur la libéralisation du marché européen des services fait pourtant apparaître que celle-ci constitue pour l'Allemagne un enjeu économique vital, à la fois pour le dynamisme de l'industrie et pour l'emploi. A défaut de constituer une alternative économique crédible, la volte-face du Chancelier vient opportunément tempérer les inquiétudes en attendant que s'imposent progressivement de nouvelles régulations. Mais en cela, le Chancelier donne l'impression dommageable qu'il renonce momentanément au rôle moteur qu'a toujours joué l'Allemagne dans l'approfondissement du marché intérieur.

Par ce double jeu qui consiste à s'affranchir conjointement des obligations communautaires pour gagner du temps et donner le change aux corporatismes nationaux, le couple franco-allemand s'est installé dans une sorte d'*opting-out* rampant qui vide progressivement la politique d'intégration européenne de toute signification, de tout objectif et de tout attrait.

Depuis un certain temps déjà, le moteur franco-allemand tourne à vide et, qui plus est, en marche arrière. Le risque que l'attelage se dissocie le 29 mai n'est pas mince. Il importe de lui offrir une Constitution pour lui redonner à la fois son sens, son souffle et son esprit.

René Lasserre